

Dans sa conclusion, J.-P. Sénéchal considère que si l'on veut comprendre les dynamiques de la société finistérienne, et pas seulement décrire des camps juxtaposés et opposés, les logiques de bloc et l'approche hégémonique sont validées. Nourri de dépouillements d'archives considérables et d'une vaste bibliographie bien maîtrisée, l'ouvrage de J.-P. Sénéchal dépasse le cadre d'une simple monographie départementale. C'est un apport indispensable à la connaissance de la France et de la Bretagne au temps du Front populaire et un outil pour saisir les originalités de ce département de Basse-Bretagne.

Christian BOUGEARD

Isabelle LE BOULANGER, *Brettonnes et Résistantes, 1940-1944. Approche socio-historique d'un engagement hors norme*, préface de Christian Bougeard, Spézet, éd. Coop Breizh, 2018, 421 p.

Isabelle Le Boulanger qui, à l'origine, a travaillé sur le XIX^e siècle, a voulu réaliser une étude sur les femmes résistantes en Bretagne ; l'idée est bonne dans la mesure où pour la région nous ne disposons jusqu'ici que d'études partielles. Cependant, le (la) spécialiste n'apprendra rien de nouveau, mais plutôt des confirmations, du moins quand on réussit à faire la part des choses, tellement l'auteure entremêle des faits sans toujours une référence chronologique précise permettant de resituer exactement le contexte. L'occupation, la Résistance s'inscrivent dans un temps court, qui évolue vite pour les occupants comme pour les résistantes. Dire ainsi que le « panel » des dossiers combattants volontaires de la Résistance (CVR) montre l'action de femmes entrées « précocement » dans la Résistance parce qu'elles s'étaient engagés quatre-vingt-dix jours avant le 6 juin 1944 (date retenue administrativement pour obtenir une carte CVR) est un non-sens car, pour les acteurs et les actrices comme pour les historiens et historiennes, la notion de précocité en Résistance concerne les années 1940 et 1941.

L'ouvrage est découpé en six chapitres suivi d'un fichier des femmes résistantes en Bretagne. Le premier chapitre présente sa source à savoir les dossiers CVR, constitués après la guerre pour demander une carte CVR¹⁶ et qui ont déjà été largement présentés dans divers articles ou chapitres d'ouvrages. Or, alors qu'ils sont cités dans la bibliographie, elle n'y fait aucune référence précise (note de bas de page) dans ce chapitre. Les autres chapitres évoquent successivement : « un engagement genré », l'entrée dans la Résistance organisée, les rôles des femmes dans la Résistance déterminés par les normes sociales, la répression, l'univers concentrationnaire.

Après avoir rappelé la situation de « mineure » des femmes françaises et, pour les femmes mariées, leur dépendance vis-à-vis du « chef de famille », la distinction

16. Ces demandes sont déposées dans le département de résidence après la guerre et non dans celui où l'action résistante s'est déroulée.

entre les deux premiers chapitres n'est pas très claire ; la ligne de partage passe entre la résistance spontanée et la résistance organisée mais, sur les modes d'engagement, on ne voit guère de différence. La chronologie est assez confuse, mettant sur le même plan les actions de 1940-1941 et celles de 1944 ; sur un temps court, la chronologie est essentielle pour comprendre les évolutions. Il n'y a rien de commun, quant aux risques encourus sur la durée, à la connaissance de la répression, voire à la force de l'engagement, entre une résistante de 1940 ou du début de 1941 agissant au milieu d'une population plutôt apathique, traumatisée, et une autre qui y entre pour aider les réfractaires au Service du travail obligatoire (Sto) à partir du printemps et de l'été 1943, vivant alors au milieu d'une population plus complice.

L'un des principaux apports d'une étude portant sur 1 173 dossiers CVR de femmes résistantes en Bretagne est l'étude sociologique de cette population – malgré les limites des sources. Dans l'ensemble, l'auteure confirme ce que l'on sait pour l'Ille-et-Vilaine. On peut regretter cependant qu'aucune comparaison ne soit faite ni avec la population totale, ni avec la population masculine, ni avec d'autres départements ou régions de France pour lesquels des études existent. Cela reste très « brito-centré » et même – tant pis pour le néologisme – « fémino-brito-centré » et c'est dommage car, même esquissée, une comparaison éclaire sur l'originalité, les particularités ou non de la région étudiée. Si l'auteure montre l'engagement des femmes dans la résistance organisée, les confusions sont fréquentes entre réseaux et mouvements qui n'ont pourtant ni les mêmes modes d'action, ni la même organisation, ni la même durée de vie (les réseaux ne durent guère plus d'un an). L'évocation dans le chapitre 4 de l'action des femmes résistantes conditionnée par les normes sociales est bien menée ; quant à celles qui assument des responsabilités, elles sont acceptées le plus souvent au regard des circonstances particulières qui les ont conduites à les assumer.

Les deux derniers chapitres s'intéressent à la répression et à ses conséquences : tortures, exécutions ou déportations. I. Le Boulanger note, à juste titre, que les dossiers sont fiables en ce qui concerne les dates d'arrestation et leurs conséquences (exécution ou déportation), mais il n'en est pas de même quant à l'organisation chargée de l'arrestation. Elle nous assure au vu de ces dossiers de « l'omniprésence de la *Gestapo* » ; certes, mais on attendait un regard critique sur cette affirmation. À aucun moment, elle n'indique que ce terme est un terme générique utilisé par les Français mais qu'en réalité, la *Gestapo* (*Geheime Staatspolizei* = police secrète d'État) n'était pas présente sur le territoire français ; c'est le *SD* (*Sicherheitsdienst* = service de sécurité) qui, en France, opérait la plupart des arrestations de même que la *Feldgendarmarie*. Soulignons, d'autre part, que la milice Perrot n'est pas créée en janvier 1944 (p. 133), mais à la fin de 1943.

Il est regrettable que l'ouvrage soit entaché par des approximations trop fréquentes et une méthodologie qui n'est pas toujours rigoureuse. Ainsi, évoquant l'âge des résistantes lorsqu'elles s'engagent, l'auteure précise qu'elle retient la date prise en compte par la commission d'attribution de la carte CVR et ajoute « la marge d'erreur est

d'une année, deux maximum » (!) (p. 63). Étudier l'histoire de la Résistance, c'est se situer dans du temps court et non du temps long, ce qu'ignore complètement l'auteur.

Le fichier des femmes résistantes permet un utile panorama, mais j'ai pu constater pour l'Ille-et-Vilaine de curieuses absences, puisque ne sont évoquées ni Anne-Marie Boudaliez, ni Huguette Gallais, ni Paulette Redouté (née Tanguy) qui toutes trois ont un dossier CVR déposé en Ille-et-Vilaine et sont des résistantes bien connues dans le département ; la fiche concernant leurs mères est présente mais pas la leur. Il faut espérer qu'il n'y a pas d'oublis similaires dans les autres départements. Un nom est systématiquement écorché dans le texte comme dans le fichier, celui de Nobillet qui devient dans cet ouvrage « Nobillet ». Là encore un peu plus de rigueur scientifique aurait été la bienvenue.

Se concentrer sur l'étude des femmes résistantes ne justifie pas la méconnaissance de la Résistance, ni ces approximations. On aurait aimé aussi que la bibliographie soit présentée avec plus de rigueur : lorsqu'il s'agit de citer des ouvrages collectifs, la moindre des choses est de respecter l'ordre indiqué sur la couverture et la page de garde, qui n'est pas forcément l'ordre alphabétique, mais fonction du travail effectué par les auteurs concernés.

Un ouvrage qui a certes demandé des recherches aux archives, mais je regrette qu'avec les moyens informatiques dont on dispose aujourd'hui, l'étude de ces 1 173 dossiers CVR n'ait pas été plus affinée. En outre, en ne s'appuyant que sur cette seule source, alors que les archives de cette période sont totalement ouvertes, I. Le Boulanger n'a pas su (ou pas pu) mener une véritable enquête historique resituant bien l'action de ces femmes résistantes dans la Résistance bretonne.

Jacqueline SAINCLIVIER

Jean-Claude CATHERINE (éd.) et Hubertus MICHLING (éd.) *Lorient, 1945. Les Allemands face au choc de la capitulation. Prisonniers ordinaires, criminels de guerre* (éd. Jean-Claude Catherine [d'après le témoignage] d'Hubertus Michling), traduit de l'allemand par Jean-Paul Villepreux, préface de Helga Elisabeth Borie-Sawala, introduction de René Estienne, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Mémoire commune », 2018, 405 p.

Voici un livre à plusieurs voix dont le principal maître d'œuvre est Jean-Claude Catherine qui travaille depuis de longues années sur la Seconde Guerre mondiale et les prisonniers de guerre, français et allemands. À l'origine de l'ouvrage : le témoignage écrit de Hubertus Michling, un jeune soldat allemand, ouvrier boulanger, en occupation à Belle-Île-en-Mer, coincé dans la poche de Lorient en 1944-1945, puis prisonnier de guerre jusqu'en 1948. Son texte transmis par l'historien allemand Lars Hellwinkel, auteur d'une thèse en co-tutelle des universités de Kiel et de Brest sur la *Kriegsmarine* à Brest (1940-1944), est publié en cinq séquences à l'issue des cinq parties de l'ouvrage. Ce récit de vie porte sur les différentes phases de sa captivité